

Royaume du Maroc
Ministre des Affaires Étrangères,
de la Coopération Africaine
et des Marocains Résidant à l'Étranger
Département des Marocains Résidant à l'Étranger



المملكة المغربية
وزارة الشؤون الخارجية
والتعاون الإفريقي
والمغاربة المقيمين بالخارج
قضاء المغاربة المقيمين بالخارج

APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL SUR OFFRES DE PRIX

N°04/2025

REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET :

Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger - Département des Marocains Résidant à l'Etranger - en lot unique.

Marché passé par appel d'offres ouvert international sur offres de prix séance publique passé en application de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 19, et l'alinéa b du paragraphe 1 et paragraphe 3 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023), relatif aux marchés publics.

Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE	8
ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE	10
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 13 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	12
ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	12
ARTICLE 15 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION	12
ARTICLE 16 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	17
ARTICLE 17 : OBLIGATION DE RESERVE ET DE SECRET PROFESSIONNEL	18
ARTICLE 18 : CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE	18
ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	18
ARTICLE 20 : PREFERENCE NATIONALE	18

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres ouvert international sur offres de prix N°04/2025 ayant pour objet : Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger - Département des Marocains Résidant à l'Etranger - en lot unique, dans les conditions définies ci-après et conformément aux clauses techniques ci-après.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21, du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Les prestations à réaliser au titre du présent marché sont en lot unique.

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Secrétaire Général du Département des Marocains Résidant à l'Etranger est désigné Maître d'Ouvrage à l'effet d'assurer la préparation, la passation et l'exécution du présent marché au nom et pour le compte du Département des Marocains Résidant à l'Etranger.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité le dossier d'appel d'offres comprend :

- une copie de l'avis d'appel d'offres, tel que prévu à l'article 23 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 30 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité
- Le modèle du bordereau des prix-détail estimatif;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, conformément aux dispositions l'article 22 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier et publié sur le portail des marchés publics.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture des plis prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, cette nouvelle séance doit intervenir par un avis modificatif dans les mêmes conditions prévues à l'article 23 du décret des marchés publics et dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de ladite séance ne soit antérieure à celle initialement prévue.

ARTICLE 6 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Suite aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, et en application des dispositions de l'article 135 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique, sur le portail des marchés www.marchespublics.gov.ma, sous réserve des dispositions de l'article 60 de l'arrêté précité.

ARTICLE 7 : DEMANDE ET COMMUNICATION D'INFORMATIONS AUX CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) précité et suite aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 précité et en application des dispositions de l'article 135 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) précité, le portail des marchés publics permet aux concurrents de demander au maître d'ouvrage de lui fournir tout éclaircissement ou renseignement concernant le dossier de consultation. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 8 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité :

- 1- Peuvent valablement participer et être attributaire du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ; et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes;
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
- 2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché ;
- Les prestataires de services ayant contribué à la préparation du présent dossier de l'appel d'offres concerné.
- Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Les concurrents sont invités à soumissionner individuellement ou à se grouper conjointement ou solidairement conformément à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité. Le groupement désignera un chef de file qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'administration.

ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

I. Conformément à l'article 28 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique

A. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

1 – Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a. La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique;
 - un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b. La déclaration sur l'honneur (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (3 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;

- c. L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
La caution provisoire doit être produite électroniquement conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hijra 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- d. La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché:

- a. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c. une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 9) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;
- d. l'équivalent des attestations visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.
A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

2 LE DOSSIER TECHNIQUE comprend:

- a. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou auxquelles il a participé ainsi que la qualité de sa participation.
- b. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations ou par les titulaires des marchés au titre des prestations sous-traitées. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Critère d'admissibilité:

Le dossier doit comporter au moins une attestation de référence d'un montant minimum de trois millions (3.000.000) DHS TTC dont l'objet est similaire à la consistance du présent appel d'offres notamment en matière d'hébergement et restauration et de prestations de communication liés à l'organisation d'évènements et manifestations.

Les attestations de référence ne précisant pas les mentions citées ci-dessus ne sont pas prises en considération.

II. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.
2. S'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du décret n°2-22-431 des marchés publics.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.
L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.
 - b. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre local des coopératives.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché :
 - a. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.
Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopératives est imposée ;
 - b. une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux

dispositions de l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l'appréciation de leur validité.

IV. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l'alinéa 1) du A du I) du présent article, l'attestation d'immatriculation au registre national de l'auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original, délivrée depuis moins d'un an.
2. Et lorsqu'il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle l'auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d'ouvrage, de cette pièce sert de base pour l'appréciation de sa validité.

ARTICLE 10 : OFFRE TECHNIQUE

Les concurrents doivent présenter une offre technique faisant ressortir leur capacité à réaliser les prestations aux moyens de compétences adéquates, et selon une méthodologie et un plan de réalisation déterminés. A cet effet, ils doivent fournir les pièces suivantes en faisant ressortir les éléments ci-après :

• Pièce 1 : Note méthodologique

La pièce 1 relative à la note méthodologique doit contenir les deux documents suivants :

- **Document 1.1 : Descriptif détaillant la compréhension du contexte global et la valeur ajoutée du concurrent**
 - Compréhension du contexte global de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles.
 - Valeur ajoutée du concurrent en matière scénographique, technique et logistique.
- **Document 1.2 : Méthodologies globales des différents axes de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles :**
 - Direction technique
 - Méthodologie et approche de la direction technique globale.
 - Plans techniques relatifs à l'installation du matériel de sonorisation, éclairage et vidéo afférents à la rencontre du 29 juillet 2025 avec les invités MRE participant aux festivités.
 - Aménagements des espaces.
 - Gestion de la logistique dédiée aux participants aux festivités.

- **Pièce 2 : Caractère innovant de l'offre**

La pièce 2 relative au caractère innovant de l'offre doit contenir les deux documents suivants :

- **Document 2.1 : Caractère innovant des supports outils de communication propres à l'évènement relatif à la rencontre 29 juillet avec les invités MRE participant aux festivités :**
 - Identité visuelle : Graphique ou image.
 - Déclinaison de l'identité visuelle sur les différents supports de communication (Roll-up, brochures, affiches, agenda, porte document, badges, stylos) : Graphique ou image.
- **Document 2.2 : Caractère innovant de l'aménagement, agencement et décoration :**
 - Salle de conférence : plans 2D et 3D ;
 - Espace d'accueil : plan 2D ;
 - Salle comité d'accompagnement : plan 2D.

- **Pièce 3 : Equipe clé affectée à la réalisation des prestations**

La prestation nécessitera la mobilisation d'une équipe clé composée des profils suivants :

Effectif	Poste	Qualités requises
1	Chef de projet	<ul style="list-style-type: none">- Titulaire d'un diplôme supérieur en marketing et stratégies commerciales ou en gestion des ressources humaines.- Justifiant d'une expérience significative en tant que chef de projet et attestant d'une expérience avérée en gestion de projets similaires.
1	Spécialiste en Communication	<ul style="list-style-type: none">- Titulaire d'un diplôme supérieur en communication des organisations ou en marketing et actions commerciales.- disposant d'une expérience en communication
1	Responsable de réservation	<ul style="list-style-type: none">- Titulaire d'un diplôme supérieur en stratégie et management des organisations touristiques.- Justifiant d'une expérience solide en gestion et organisation des réservations.
1	Infographiste	<ul style="list-style-type: none">- Ayant un diplôme en infographie.- Justifiant d'une expérience dans l'infographie.

La pièce 3 relative à l'équipe clé affectée à la réalisation des prestations doit contenir :

- **Document 3.1 : Les curriculums vitae (CV):**

Les curriculums vitae détaillés des membres de l'équipe affectée à la réalisation de la prestation doivent être présentés conformément au modèle en ANNEXE I. Les indications des curriculums vitae comportent pour le prestataire l'engagement contractuel d'affecter au marché les personnes désignées.

- **Document 3.2 : les copies des diplômes des membres de l'équipe affectée à la réalisation des prestations:**

Les diplômes afférents à chaque membre de l'équipe, notamment ceux en relation avec le domaine de l'appel d'offres (en copies certifiées conformes) sont exigés et doivent être déposés électroniquement sur le portail des marchés publics.

N.B : un membre ne peut pas être proposé pour plusieurs profils

- **Pièce 4 : Chronogramme d'affectation des membres de l'équipe**

Le chronogramme doit permettre d'illustrer l'affectation optimale des ressources nécessaires à la réalisation des prestations objet du présent appel d'offres.

- **Pièce 5 : Garanties fournies**

Les garanties fournies par le prestataire doivent répondre aux exigences du Maître d'ouvrage en matière de :

- Respect des conditions d'exploitation par rapport au classement de l'exploitation de l'établissement touristique proposé.
- Capacité d'accueil et de dimensions de la salle de conférence aménagée proposée devant abriter la rencontre du 29 juillet 2025 tel que prévu par le Cahier des Prescriptions Techniques.

La pièce 5 relative aux garanties fournies doit contenir :

- **Document 5.1 : Engagement du concurrent signé et cacheté d'assurer l'hébergement dans un établissement touristique proposé (5 étoiles).**

Le prestataire doit fournir un engagement **signé et cacheté** d'assurer l'hébergement dans un établissement touristique proposé (5 étoiles).

- **Document 5.2 : Engagement du concurrent signé et cacheté justifiant l'adéquation de la capacité et des dimensions de la salle de conférence aménagée de l'établissement touristique proposé devant abriter l'évènement relatif à la rencontre 29 juillet.**

Le prestataire doit fournir au Maître d'Ouvrage un engagement **signé et cacheté** permettant la vérification de la capacité d'accueil de places assises de la salle de conférence aménagée d'au moins 170 places assises et l'adéquation des dimensions d'une hauteur minimale obligatoire de 4 mètres permettant la mise à disposition d'un écran LED 3M/6M.

ARTICLE 11 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière, en conformité avec les stipulations de l'article 30 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, comprenant :

- a) L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objets du marché conformément aux conditions prévues au cahier des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.
Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le relevé d'identité bancaire (RIB).
Le montant de l'acte d'engagement doit être libellés en chiffres et en toutes lettres.
- b) Le bordereau des prix-détail estimatif.
Les prix du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres .

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du détail estimatif du bordereau des prix- détail estimatif, le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes:

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis;
- l'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois (03) enveloppes:

- a) la première enveloppe contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.

Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **dossiers administratif et technique** » ;

- b) la enveloppe deuxième contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **offre financière** » ;

- c) la troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **offre technique** ».

Les trois enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, **chaque document doit être signé électroniquement par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter.**

Il est exigé que les pièces, déposées individuellement, soient également signées électroniquement individuellement, faute de quoi le concurrent est écarté (non-respect des modalités de dépôt et de présentation des pièces) et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

La signature électronique s'effectue par les utilisateurs du portail des marchés publics au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis des concurrents doivent être chiffrés via le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.

NB : le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et 135 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité et à l'arrêté du ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatives aux marchés publics, **le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique.**

Conformément aux dispositions de l'article 135 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité relatives au dépôt et au retrait des plis par voie électronique, tout pli déposé ou reçu peut être retiré, par le concurrent, antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Les concurrents ayant procédé au retrait de leurs plis peuvent, dans les conditions fixées à l'article 34 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

ARTICLE 14 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39,42,43,44 et 136 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, et ceux conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la Ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

ARTICLE 15 : CRITÈRES D'ÉVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION

L'évaluation des offres proposées par les concurrents dans le cadre du présent appel d'offres se fera conformément aux dispositions des articles n° 39, 41,42,43 et 44 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

L'évaluation des offres aura lieu en deux phases, une évaluation de l'offre technique suivie d'une évaluation de l'offre financière.

A. EVALUATION DE L'OFFRE TECHNIQUE

Une note technique (NT) sur 100 points est obtenue à l'issue de l'évaluation des offres techniques. L'évaluation des offres techniques sera axée sur les cinq critères suivants :

1. Note méthodologique ;
2. Caractère innovant de l'offre ;
3. Equipe clé affectée à la réalisation des prestations ;
4. Chronogramme d'affectation des membres de l'équipe ;
5. Garanties fournies.

Réf	CRITERES D'EVALUATIONS	Notation
N1	Compréhension du contexte et Méthodologies globales	
1.1.	Compréhension du contexte global et valeur ajoutée du concurrent	sur 05 Points
1.2.	Méthodologies globales des différents axes de l'organisation de l'université d'été (propres au concurrent)	sur 10 Points
N2	Caractère innovant de l'offre	
2.1	Caractère innovant des propositions d'une identité visuelle et d'un concept graphique propre à l'événement ainsi que ses différentes déclinaisons	sur 10 Points
2.2	Caractère innovant de l'aménagement, agencement et décoration	sur 15 Points
N3	Equipe clé affectée à la réalisation des prestations	sur 40 points
N4	Chronogramme d'affectation des membres de l'équipe	sur 10 points
N5	Garanties fournies	
5.1	Engagement justifiant le classement de l'établissement touristique proposé.	sur 05 Points
5.2	Engagement justifiant l'adéquation des dimensions de la salle de conférence aménagée de l'établissement touristique proposé.	sur 05 Points

N.B :

- Toute offre dont la note technique est inférieure à 70 points sur 100 sera écartée.
- Toute offre ayant obtenue une note 0 dans l'un des critères ou sous-critères de notation sera écartée.

Réf	CRITERES D'EVALUATIONS	Notation totale sur 100 points	Pièce de l'offre technique
	<i>N1 : Compréhension du contexte global et valeur ajoutée du concurrent</i>	Notation sur 5 Points	Pièce 1
1.1	Très satisfaisant : La proposition du concurrent montre une solide compréhension des enjeux de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles, soulignant avec pertinence ses atouts. L'approche adoptée est alignée avec les objectifs des cérémonies officielles en matière de consolidation des liens entre les MRE et leur patrie et ses symboles, intégrant les besoins des participants. Des cas pertinents et des données probantes sont présentés pour appuyer la capacité du concurrent à contribuer positivement à la célébration des cérémonies officielles. La stratégie pour valoriser ses points forts est bien détaillée, promettant une expérience enrichissante pour les participants.	05 points	Document 1.1 : <i>Compréhension du contexte global et valeur ajoutée du concurrent</i>
	Assez satisfaisant : La soumission du concurrent indique une compréhension correcte des enjeux de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles et présente des atouts de manière convenable mais la proposition pourrait être améliorée par une meilleure personnalisation des atouts par rapport aux objectifs spécifiques des cérémonies officielles.	02 points	

Réf	CRITERES D'EVALUATIONS	Notation totale sur 100 points	Pièce de l'offre technique
	Insatisfaisant : La compréhension des enjeux de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles par le concurrent semble superficielle et la présentation de ses atouts manque de précision. La proposition ne fournit pas suffisamment d'exemples spécifiques ou de preuves attestant de l'expertise du concurrent. Les atouts sont énoncés de façon générique, sans stratégie claire pour leur utilisation efficace dans le contexte des cérémonies officielles.	0 point	
1.2	Méthodologies globales des différents axes de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles	Notation sur 10 Points	Pièce 1
	Très satisfaisant : La proposition du concurrent révèle une méthodologie d'installation du matériel de sonorisation, éclairage et vidéo. Une gestion de projet exemplaire est évidente, intégrant de manière fluide l'aménagement, la logistique des participants, ainsi que la gestion de l'accueil assurant une coordination sans faille entre tous les services.	10 points	<i>Document 1.2 : Les méthodologies globales des différents axes de l'organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles</i>
	Assez satisfaisant : La méthodologie présentée par le concurrent avec des plans techniques qui répondent aux besoins de base mais pourraient être améliorés pour une meilleure efficacité et sécurité. La direction technique est bien organisée, bien que certains aspects techniques nécessitent une élaboration plus approfondie pour assurer une couverture complète.	5 points	
	Insatisfaisant : Le concurrent soumet une méthodologie qui manque de détails. Les plans techniques sont incomplets et ne fournissent pas une vision claire de la mise en place des équipements essentiels. La gestion de projet est fragmentée, ce qui peut compromettre la qualité de l'événement.	0 point	
2.1	N2 : Caractère innovant des propositions d'une identité visuelle et d'un concept graphique propre à l'événement ainsi que ses différentes déclinaisons	Notation sur 10 Points	Pièce 2
	Très satisfaisant : L'identité visuelle présentée par le concurrent est de grande qualité, avec des créations visuelles innovantes et captivantes. Les diverses déclinaisons de l'identité visuelle sur les supports de communication sont harmonieuses.	10 Points	<i>Document 2.1 : Caractère innovant des propositions d'une identité visuelle et d'un concept graphique propre à l'événement ainsi que ses différentes déclinaisons</i>
	Assez satisfaisant : La proposition du concurrent en matière d'identité visuelle et de créations visuelles est satisfaisante. Les déclinaisons de l'identité visuelle sont respectées sur les différents supports, mais il pourrait y avoir plus d'audace dans les propositions créatives pour une identité plus marquante.	5 points	
	Insatisfaisant : L'identité visuelle et les créations visuelles proposées par le concurrent manquent de cohérence et d'impact. Les déclinaisons de l'identité visuelle sur différents supports manquent d'unité.	0 point	
2.2	Caractère innovant de l'aménagement, agencement et décoration	Notation sur 15 Points	Pièce 2
	Très satisfaisant : Les plans et aménagements intérieurs proposés par le concurrent révèlent une approche méticuleuse et créative. Les visuels proposés doivent démontrer une attention aux détails et une compréhension approfondie de l'impact visuel et fonctionnel des aménagements sur l'expérience globale des participants.	15 Points	<i>Document 2.2 : Aménagement, agencement et décoration</i>

Réf	CRITERES D'EVALUATIONS	Notation totale sur 100 points	Pièce de l'offre technique
	Assez satisfaisant : Le concurrent fournit des plans d'aménagements intérieurs qui sont fonctionnels et esthétiquement agréables, bien que manquant légèrement de l'innovation et de la personnalisation que l'on pourrait espérer pour un événement de cette envergure.	8 points	
	Insatisfaisant : Les plans et aménagements intérieurs présentés par le concurrent ne parviennent pas à capturer l'essence des festivités relatives aux cérémonies officielles. Les rendus sont basiques et ne fournissent pas une représentation suffisamment claire ou attrayante des espaces proposés, ce qui laisse des incertitudes quant à la qualité réelle et l'impact des aménagements sur l'expérience des participants.	0 point	
3	N3 : Equipe clé affectée à la réalisation des prestations	Notation sur 40 Points	Pièce 3
	Chef de projet (15p)		
	<i>Formation académique en marketing et stratégies commerciales ou en gestion des ressources humaines.</i>	5 pts	<div>- Document 3.1 : CV</div> <div>- Document 3.2 : Diplômes</div>
	Bac+5	5	
	=Bac+4 ou licence	3	
	<Bac+4 ou licence ou absence de diplôme	0	
	<i>Expérience en tant que chef de projets</i>	5 pts	
	1 point par année d'expérience avec un maximum de 5 points	5	
	Aucune expérience ou inférieur à 2 ans ou Absence de CV	0	
	<i>Nombre de prestations réalisées en tant que chef de projets de prestations similaires à celles objet du présent Appel d'offres</i>	5 pts	
	1 points pour chaque prestation réalisée avec un maximum de 5 points	5	
	Aucune prestation réalisée	0	
	Spécialiste en communication (12p)		
	<i>Formation académique en communication des organisations ou en marketing et actions commerciales</i>	4 pts	
	Bac+5	4	
	=Bac+4 ou licence	2	
	<Bac+4 ou licence ou absence de diplôme	0	
	<i>Expérience en tant que spécialiste en communication</i>	4 pts	
	1 point par année d'expérience avec un maximum de 4 points	4	
	Aucune expérience ou inférieur à 2 ans ou Absence de CV	0	
	<i>Nombre de prestations réalisées en tant que spécialiste en communication de prestations similaires à celles objet du présent Appel d'offres</i>	4 pts	
	1 points pour chaque prestation réalisée avec un maximum de 4 points	4	
	Aucune prestation réalisée	0	
	Responsable de réservation (8p)		
	<i>Formation Académique en stratégie et management des organisations touristiques.</i>	4 pts	
	≥Bac+5	4	
	=Bac+4 ou licence	2	
	<Bac+4 Ou absence de diplôme	0	

Réf	CRITERES D'EVALUATIONS		Notation totale sur 100 points	Pièce de l'offre technique
	Expérience professionnelle		4 pts	
		1 points par année avec un maximum de 4 points	4	
		Aucune expérience ou inférieur à 1an ou Absence de CV	0	
	Infographiste (5 p)			
	Formation Académique en infographie.		2 pts	
		Bac+2	2	
		<Bac+2 Ou absence de diplôme	0	
	Expérience professionnelle /3 pts		3 pts	
		1 points par année avec un maximum de 3 points	3	
		Aucune expérience ou inférieur à 1an ou Absence de CV	0	
4	N4 : Chronogramme d'affectation des membres de l'équipe		Notation sur 10 Points	Pièce 4
	Très satisfaisant : Le concurrent a soumis un chronogramme bien conçu, cohérent, s'inscrit dans le délai et apportant des éléments pouvant améliorer le déroulement des étapes de mise en œuvre des prestations et leur chronologie.		10 Points	Chronogramme d'affectation des membres de l'équipe
	Assez satisfaisant : Le chronogramme du concurrent montre une répartition correcte mais pas assez détaillée.		5 points	
	Insatisfaisant : Le chronogramme présenté par le concurrent est incohérent et ne démontre pas une planification réfléchie.		0 point	
5	N5 : Garanties fournies		Notation sur 10 Points	Pièce 5
	Acceptable : Le concurrent a fourni un engagement du permettant d'assurer l'Hébergement dans un établissement touristique proposé (5 étoiles).		5 points	- Document 5.1 : Engagement justifiant le classement de l'établissement touristique proposé.
	Non acceptable : Le concurrent n'a pas fourni un engagement du permettant d'assurer l'Hébergement dans un établissement touristique proposé (5 étoiles).		0 point	
	Acceptable : Le prestataire a présenté un engagement permettant la vérification de la capacité d'accueil de places assises de la salle de conférence aménagée d'au moins 170 places assises et l'adéquation des dimensions d'une hauteur minimale obligatoire de 4 mètres permettant la mise à disposition d'un écran LED 3M/6M.		5 points	- Document 5.2 : Engagement justifiant l'adéquation de la capacité et des dimensions de la salle de conférence aménagée de l'établissement touristique.
	Non acceptable : Le prestataire n'a pas présenté un engagement permettant la vérification de la capacité d'accueil de places assises de la salle de conférence aménagée d'au moins 170 places assises et l'adéquation des dimensions d'une hauteur minimale obligatoire de 4 mètres permettant la mise à disposition d'un écran LED 3M/6M.		0 point	

La note technique NT est la somme des notes relatives aux cinq critères ci-dessus :

$$NT = N1+N2+N3+N4+N5$$

Motifs d'écartement :

- Note technique inférieure à 70 points.
- Absence d'une pièce exigée ou d'un document constituant la pièce.
- Un membre proposé pour plusieurs profils.
- Absence d'un profil.
- Une note 0 dans l'un des critères ou sous-critères de notation.

B. EXAMEN DE L'OFFRE FINANCIERE

L'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques et leur offre technique ayant obtenu une note technique supérieure ou égale à 70.

Les offres financières seront examinées conformément aux dispositions des articles 43 et 44 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

Détermination du prix de référence, de l'offre excessive et de l'offre anormalement basse

Après avoir écarté les offres jugées excessives et anormalement basses, la commission détermine le prix de référence.

Le prix de référence des offres est égal à la moyenne arithmétique résultant de l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage et de la moyenne des offres financières des concurrents retenus.

Ce prix de référence est calculé selon la formule suivante :

$$P = \frac{(E + \frac{\text{Somme des offres financières}}{\text{Nombre des offres financières}})}{2}$$

Où :

- P: Prix de référence ;
- E: Estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage ;

La commission procède ensuite au classement des offres des concurrents conformément aux dispositions de l'article 43 ci-dessus au regard du prix de référence ainsi déterminé.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle qui est la plus proche par excès de ce prix.

ARTICLE 16 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions du décret des marchés publics, le dirham Marocain est la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé.

Conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, pour l'évaluation et la comparaison des offres, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères (euro ou dollar américain) doivent être convertis en dirhams.

Cette conversion s'effectue sur la base du cours de référence du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

ARTICLE 17 : OBLIGATION DE RESERVE ET DE SECRET PROFESSIONNEL

Conformément à l'article 160 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, sous peine de l'application des sanctions prévues par la législation en vigueur, tout intervenant dans la procédure de passation des marchés publics est astreint au secret professionnel en ce qui concerne les données et les informations dont il a eu connaissance à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur concernant le secret professionnel, les membres de la commission d'appel d'offres ainsi que les membres des sous-commissions sont tenus de garder le secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance à l'occasion du déroulement des procédures prévues par le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

Il en est de même pour toute personne, fonctionnaire, expert ou technicien, appelée à participer aux travaux desdits commissions ou jurys.

ARTICLE 18 : CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article 161 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, aucun renseignement concernant l'examen des offres, les éclaircissements demandés aux concurrents, l'évaluation des offres ou l'attribution du marché ne doit être communiqué ni aux concurrents, ni à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure en cours, tant que les résultats d'examen des offres n'ont pas été publiés dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 19 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES

Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langues arabe ou française.

ARTICLE 20 : PREFERENCE NATIONALE


Conformément à l'article 147 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics, lorsque des concurrents non installés au Maroc soumissionnent à cet appel d'offres, une préférence est accordée, lors de l'évaluation des offres financières, aux offres présentées par les concurrents installés au Maroc, sous réserve du respect des engagements pris dans le cadre d'accords internationaux dûment ratifiés par le Royaume du Maroc.

A cet effet, le montant de l'offre financière présentée par le concurrent non installé au Maroc est :

- minoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par défaut du prix de référence et qu'il existe des offres présentées par des concurrents installés au Maroc inférieures à ce prix de référence ;
- majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par excès du prix de référence, en cas d'absence d'offres inférieures à ce prix de référence ;
- majoré d'un pourcentage fixé à quinze pour cent (15%), lorsque le montant de cette offre est le plus proche par défaut du prix de référence, dans le cas où les offres présentées par les concurrents installés au Maroc sont supérieures à ce prix de référence.

REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : *Organisation des festivités relatives aux cérémonies officielles au titre de l'année 2025 au profit du Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger - Département des Marocains Résidant à l'Etranger - en lot unique.*

MAITRE D'OUVRAGE	LU ET ACCEPTÉ PAR LE CONCURRENT
<div data-bbox="220 853 734 1137"><p>Pour le Ministre des Affaires Etrangères de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger et par Délégation Moulay Ismail LAMGHARI MOUBARRAD Secrétaire Général L'ordonnateur Délégué</p></div> <p>Fait à Rabat, le 21/05/2025</p>	<p>Fait à, le</p>